

Obama et le grand chantage de la dette

mercredi 3 août 2011, par [NADAL Alejandro](#) (Date de rédaction antérieure : 27 juillet 2011).

La coercition est l'arme préférée à Washington. Face à la nécessité légale d'élever le plafond d'endettement du gouvernement fédéral, le parti républicain et toutes les forces de la droite conservatrices ont menacé le président ; soit on règle réellement le problème du déficit budgétaire avec de fortes réductions dans les dépenses publiques, soit on refuse d'accorder l'autorisation d'élever le plafond de l'endettement.

La droite aux Etats-Unis est déjà parvenue à légitimer comme une vérité absolue l'idée fausse selon laquelle la majorité de la population veut « serrer la ceinture » des dépenses excessives d'un gouvernement dispendieux. Obama a participé à ce triomphe et a offert sa présidence aux conservateurs sur un plateau d'argent.

En réalité, la Maison Blanche a capitulé depuis longtemps. Le président savait que le stimulant budgétaire approuvé au début de son administration était insuffisant et que ses effets seraient de courte durée. En renonçant à relancer un nouveau paquet fiscal, Obama s'est mis la corde au cou. Quand les effets du premier stimulant se sont épuisés, il est devenu la cible des critiques pour l'échec de son plan. Tout à coup, comme par magie, la crise a été perçue comme étant bien plus liée à la mauvaise gestion de l'économie sous Obama qu'aux vingt années de dérégulation et d'abus dans le secteur financier. Et la discussion est passée de la nécessité de mettre la bride au secteur financier à l'urgence de réduire le déficit.

La réalité est qu'il est absurde de vouloir résoudre le problème du déficit public au milieu d'une récession. Il existe actuellement un haut niveau de chômage aux Etats-Unis (autour de 20 millions de personnes sans emploi, totalement ou partiellement) et les salaires sont bloqués. Ce qui à l'époque a permis aux consommateurs de soutenir la demande c'était la valeur de leur maison, mais aujourd'hui les prix de ces actifs continuent à diminuer. La demande agrégée s'est effondrée et les entreprises n'engagent plus de travailleurs, ce qui conduit à un cercle vicieux que seul un stimulant budgétaire peut fermer. Cela permettrait d'augmenter les recettes fiscales et de réduire le déficit. Le Congrès et Obama ont choisis un autre chemin ; la seule chose dont on discute à Washington est de réduire les dépenses pour diminuer le déficit public.

En vérité, un gouvernement peut réduire son déficit de deux manières : il peut augmenter ses revenus fiscaux ou réduire les dépenses publiques. Les enquêtes révèlent pourtant que la majorité des étatsuniens sont en faveur d'une augmentation des impôts pour les plus riches, ceux qui ont profité du modèle néolibérale depuis des décennies. Mais la caste politicienne à Washington (autrement dit les deux partis) a déjà accepté le fait que l'augmentation des impôts n'est pas la voie à suivre pour réduire le déficit. On voit bien ainsi qui dispose réellement du pouvoir dans la démocratie étatsunienne. Les politiciens de Washington préfèrent au contraire réduire les dépenses publiques, ce qui entraînera nécessairement une plus grande contraction dans l'économie du pays. Pour les conservateurs, cela importe peu ; le coût politique sera assumé par Barack Obama.

Au lieu de présenter des solutions alternatives, Obama a préféré s'adapter aux priorités des conservateurs. Au lieu d'affronter avec d'autres options le problème des finances publiques, il a fait le choix de plier. En outre, en vérité, il n'est pas nécessaire d'augmenter le plafond d'endettement parce qu'il existe d'autres alternatives. En plus d'augmenter les impôts pour les catégories les plus

élevées, une réduction des dépenses militaires serait une option évidente, mais le budget du Pentagone n'a cessé d'augmenter aux cours des années sous l'administration Obama.

Ce qui aurait été vraiment important, c'est une véritable réforme du système de santé public. Aujourd'hui, ce système est intégré à la sécurité sociale et aux programmes Medicare y Medicaid. Les dépenses dans ces secteurs sont effectivement l'un des facteurs les plus importants de la croissance du déficit public. Mais le coût de la santé est du au monopole qu'exerce l'industrie pharmaceutique et les assurances. Les données de l'OCDE révèlent que les dépenses dans le système de santé public aux Etats-Unis sont proportionnellement plus élevées que dans des pays comme l'Allemagne ou la Suisse. Mais en termes de qualité, le service offert dans les établissements étatsuniens est très en dessous de ces pays. La réalité est que le complexe pharmaceutique-assurances est tout autant, sinon plus, puissant que le complexe militaro-industriel quand nous comparons son impact sur les comptes publics. La proposition de Washington de réduire les dépenses dans le système de santé public ne passe pourtant pas par le contrôle sur les oligopoles privés. La réduction sera menée à bien en réduisant le nombre de personnes qui ont droit à ces services et en détériorant encore plus leur qualité.

Le chantage des conservateurs a parfaitement fonctionné. Les deux partis disent que si le plan des conservateurs n'est pas adopté, ce sera l'apocalypse, ce qui est douteux. Pour le moment, la caste politicienne à Washington s'accommode fort bien de cet argumentation parce que son objectif est de démanteler les derniers vestiges de l'Etat providence aux Etats-Unis.

Alejandro Nadal

P.-S.

* Article publié dans le quotidien « La Jornada » (Mexique), traduction française pour le site www.lcr-lagauche.

Source : <http://www.jornada.unam.mx/2011/07/27/opinion/030a1eco>